

## ■ City marketing

# “Only Lyon”, le logo qui parle à l’international

► Depuis 5 ans, Lyon fait campagne avec une marque forte pour attirer touristes, congressistes, sociétés et investisseurs étrangers.

► Et gagne en notoriété.

Le 12 juillet dernier, la Région de Bruxelles-Capitale dévoilait son nouveau logo “be.brussels” et sa fleur de lys stylisée. Un élément phare de sa nouvelle stratégie de city marketing. “Plus les villes sont lisibles dans leur stratégie, plus elles communiquent vers l’extérieur, mieux elles sont perçues et mieux elles sont classées. L’idée est donc de renforcer le positionnement international au bénéfice des Bruxellois”, expliquait alors Charles Picqué, ministre-Président de la Région.

Une démarche que la ville de Lyon (France) a entamée plus tôt que Bruxelles, en tous les cas plus tôt de manière cohérente. Sous une bannière percutante lancée il y a 5 ans: “Only Lyon”. Avec des résultats, si pas sonnants et trebuchants pour la ville, moralement enthousiasmants: Lyon serait devenue, en 2010, la 3<sup>e</sup> ville la plus attractive d’Europe après Paris et Londres en nombre de nouveaux investissements internationaux, selon une étude réalisée par Ernst & Young.

Certes, en matière de classements, on trouve un peu tout et n’importe quoi. Il n’empêche, c’est un bon point. A met-



“Only Lyon” fait aussi bien la promotion à l’international du Vieux Lyon que du Lyon des affaires autour de la gare TGV Part-Dieu.

tre au crédit de l’Agence de développement de la région lyonnaise Invest in Lyon. Ses recettes? Jacques de Chilly, son directeur, ne les dévoile pas comme telles. Mais en suggère quelques-unes, en précisant les objectifs poursuivis. “Dans l’*European Cities Monitor*’ de Cushman & Wakefield, basé sur la perception qu’ont les hommes d’affai-

res des différentes villes d’Europe, Lyon est classée... 19<sup>e</sup>. Il y a donc un grand décalage entre réalité – les investissements internationaux – et image. ‘Only Lyon’, sa marque à l’international, est née de cette prise de conscience d’un problème de notoriété.” Elle est portée par Invest in Lyon et financée par la Communauté urbaine (1,5 million d’euros par

an), mais cofinancée, “dans une démarche partenariale”, par l’aéroport, le parc des congrès, l’office du tourisme, la chambre de commerce... “Tous ceux qui, à titres divers, ont vocation à faire connaître Lyon à l’international”, ajoute Jacques de Chilly. De quoi porter le budget à quelque 5 millions d’euros. Et ouvrir plus de portes.

En matière touristique, “Only Lyon” s’est donné pour but de “convaincre les Européens que Lyon peut être une destination de city-trip, comme Vienne, Prague ou Barcelone”, ajoute Jacques de Chilly. Et, dans le même temps, d’y attirer des congressistes, touristes en puissance. D’où des campagnes publicitaires dans des aéroports européens ou, récemment, dans le métro parisien; une forte présence dans tout ce qui tourne autour du Web (sites, réseaux sociaux, réseau de 10000 ambassadeurs Lyonnais et Lyonnaises...); d’où, aussi, depuis deux ans, une tournée des grandes métropoles européennes qui l’a vu s’arrêter à Londres – cible n° 1 – mais aussi à Bruxelles. “Lyon n’est pas qu’une ville que l’on traverse en été pour accéder aux plages de la Méditerranée et en hiver pour les vacances de ski. Elle offre un potentiel culturel, gastronomique, commercial... suffisant pour remplir 3 jours.” En 2011, Lyon a accueilli 5,5 millions de touristes dont 54 % d’étrangers. Une part que “Only Lyon” aimerait voir grossir.

Sur le plan économique, “Only Lyon” participe à des salons comme le Mipim (Marché international des professionnels de l’immobilier) afin de ramener des investisseurs et des occupants pour ses bureaux, parcs d’affaires, industriels... “Notre avantage est d’être moins cher que d’autres métropoles (285 euros/m<sup>2</sup>/an en localisation “prime”). Et d’avoir un bon service d’accompagnement à l’implantation (aide au recrutement, en matière administrative et de “relocation”...) Le Mipim

est un temps fort dans notre stratégie et représente une partie non négligeable du budget. Il accompagne notre ambition tertiaire, notamment le renforcement du quartier autour de la gare Lyon-Part-Dieu.” Résultat une pénurie d’offres et des taux de vacances à 7 %, mais de 1,6 % à la Part-Dieu.

“On s’est engagé plus tôt que d’autres villes dans la stratégie des secteurs dits d’excellence, poursuit Jacques de Chilly, c’est-à-dire pour lesquels on avait un avantage compétitif et des points forts sur lesquels rebondir.” Ce furent les sciences de la vie et la chimie verte. “La moitié des sociétés inscrites dans ces deux piliers sont étrangères.”

Sans pour autant lâcher les autres secteurs. “Lyon connaît un développement économique régulier, observe le directeur de l’agence Invest in Lyon. De par sa situation géographique: on est la porte d’entrée de l’Europe du Nord pour le Sud et de l’Europe du Sud pour le Nord. D’ailleurs, le premier pays européen représenté à Lyon en nombre d’entreprises et d’emplois est la Suède, suivie par l’Allemagne et l’Italie. Mais tous continents confondus, ce sont les Etats-Unis qui dominent.”

La Belgique? Elle ne fait pas partie du top 5, mais elle est sérieusement remontée dans le classement depuis... avril 2011, quand Solvay a racheté Rhodia. “Mécaniquement, sourit Jacques de Chilly. Les autres sociétés belges sont plutôt des entreprises moyennes qui visent l’Europe du Sud, comme l’ensemblier industriel Technord, le chocolatier NewTree...”

Charlotte Mikolajczak

## ■ Réseaux | L’été en ligne (4/9)

# Génération SMS : Jtdr, rdv a la plage! E vs ecrivez ca cmmt?

► L’écriture des SMS sur GSM survivra-t-elle au boom des smartphones?



Si vous avez la chance de disposer d’un smarphone, vous pouvez aujourd’hui taper vos messages sur un clavier réel ou virtuel sans devoir cliquer trois fois pour obtenir la lettre de votre choix comme sur un GSM “old style”. Ce qui signifie en gros que vous pouvez maintenant taper vos SMS sans sacrifier les règles de l’orthographe sur l’autel de la rapidité... On peut même dicter ses messa-

ges sur les appareils les plus récents. Mais le faites-vous vraiment? Et vos enfants? En d’autres termes, le langage SMS abrégé est-il voué à disparaître pour cause d’évolution technologique? Pour Rachel Panckhurst, “linguiste-informaticienne”, enseignante chercheuse à l’Université Paul Valéry Montpellier 3, rien n’est moins sûr. “Pour commencer, je tiens à rectifier une chose: le langage SMS n’est pas une langue mais une écriture. D’abord parce que le mode d’écriture abrégée est utile dans la vie de tous les jours, et aussi dans une certaine mesure parce que cette écriture, ce code, implique un effet ‘tribu’. Les enfants, par exemple, pensent que leurs parents ne peuvent pas les comprendre lorsqu’ils communiquent de cette manière. Enfin, en Belgique comme ailleurs, les jeunes optent pour des forfaits ‘SMS illimités’, ce qui favorise ce type d’échan-

ges. On utilise les SMS pour les conversations, ‘en rafales’, pour poser des questions souvent identiques, pour savoir où se trouve l’interlocuteur, en utilisant l’indicatif présent, 30 % de formules écrites d’ouverture de séquences de conversation et 70 % de formules de clôture...”

Mais les jeunes ne restent pas toujours jeunes (lol!)? “Contrairement aux idées reçues, l’utilisation de ce type d’écriture dépasse le cadre générationnel, comme nous l’avons constaté dans les études menées au fil du temps, notamment au travers du projet initié au niveau international depuis 2004 par l’UCL, ‘sms4Science’ dont nous traitons une partie, ‘Sud4science’ qui consiste en la récolte de SMS, leur retraitement et leur analyse.”

Est-ce vraiment un langage économique? “Oui, mais si au départ, l’économie qui a poussé les utilisateurs à abré-

ger les mots était liée à la longueur maximale d’un SMS, soit 164 caractères, on constate au fil du temps que les messages envoyés sont bien plus courts que cela: selon notre dernier panel, 66,4 caractères en moyenne par SMS avec espaces et 13,45 mots par SMS. Mais le taux d’abréviation qui est observé par les chercheurs depuis 2004, toujours à l’UCL, évolue: en 2004 en Belgique, il était de 9,5 % et en 2009, on a relevé des taux de 14,6 à 17,5 %.”

Ici, on parle du français. Mais l’écriture SMS est-elle multilingue? “On n’a pas encore rassemblé suffisamment de données relatives à l’ensemble des langues, mais a contrario, on sait que certains dialectes africains pour lesquels il n’existait pas d’écriture connue ont franchi le cap de l’expression écrite via les SMS! Et puis, il existe des tas de variantes, notamment en arabe où certains caractères sont utilisés comme une expression graphique, le ‘3’ notamment.”

Les parents et les profs sont quelques fois horrifiés par ce qui leur semble être une écriture truffée de fautes d’orthographe: n’y a-t-il pas là un risque pour les jeunes? “Il y a de toute manière un déclin orthographique mais je ne suis pas sûre que ce soit lié aux SMS. Certains chercheurs estiment même le contraire puisque cette pratique de conversation écrite est une forme d’exercice d’écriture. Et puis, on constate que les jeunes adaptent leur orthographe et leur écriture en fonction des personnes contactées, les parents, les profs. Et aussi que certains adolescents – au-delà de 15 ans – considèrent que l’écriture SMS est un peu ringarde. Evidemment il y a un risque de perturbation pour les très jeunes utilisateurs qui prennent des habitudes avant d’avoir intégré les règles de base

de la grammaire et de l’orthographe. Mais à cet égard, j’aurais plutôt un sentiment positif”, explique encore Rachel Panckhurst.

Et puis, si votre enfant/ado/copain vous perturbe(nt) avec des SMS incompréhensibles, 1: posez-vous des questions sur votre santé mentale! 2: utilisez un traducteur Internet comme celui proposé par www.traducteur-sms.com. Et si vous voulez communiquer “comme eux” sans passer pour un ringard qui ne connaît “même pas” les bases de l’écriture efficace du moment, il existe aussi des “texteurs” ou “SMSseurs” mais qui sont souvent moins convaincants. Une démo pas mal est disponible sur le site <http://rali.iro.umontreal.ca/rali/?q=fr/texto4science> (en validant l’option “belge”).

Patrick Van Campenhout

## Zone euro

### Une sortie de la Grèce de l’euro, plus si redoutable...

Le vice-chancelier allemand et ministre de l’Economie Philipp Roesler a réitéré ses doutes quant à la capacité de la Grèce à rester dans la zone euro. Dans un entretien à la chaîne publique ARD, il a déclaré: “Malheureusement, il est probable que la Grèce ne sera pas en mesure de remplir ses engagements. Et je le dis clairement, si la Grèce échoue à satisfaire aux exigences (de la troïka), il n’y aura plus de paiements pour la Grèce”, a-t-il averti. Selon lui, si le soutien international accordé à ce pays venait à s’arrêter, cela pourrait pousser les Grecs à se dire qu’“il est peut-être plus intelligent de quitter la zone euro”. “Pour de nombreux experts, pour le FPD, pour moi, une sortie de la Grèce de la zone euro a perdu de son horreur il y a longtemps”, a-t-il assuré. (D’après AFP)

## Zone euro

### Vendredi noir espagnol

Vendredi, la Bourse de Madrid a perdu près de 6 % et le taux d’intérêt à 10 ans est passé à plus de 7 %. Et cela après que la région de Valence, symbole des excès de la bulle immobilière, a demandé l’aide de l’Etat à cause d’un manque de liquidités. Les investisseurs se sont aussi inquiétés de nouvelles prévisions économiques très sombres du ministère du Budget. L’économie espagnole devrait rester dans le rouge en 2013, avec un recul du PIB prévu de 0,5 %, après une récession de 1,5 % cette année. Elle ne devrait donc renouer avec la croissance qu’en 2014, avec une croissance en faible progression (+1,2 %). Sur le terrain de l’emploi, les perspectives ne sont guère plus encourageantes: le chômage devrait atteindre 24,6 % cette année. Et le plan d’économie de 65 milliards d’euros continue à susciter un vent de contestation. L’Espagne est entrée dans une “spirale de la mort”, lâchait vendredi Richard McGuire, analyste chez Rabobank, en évoquant la possibilité qu’elle ne puisse plus faire face aux échéances de sa dette. Ce qui, compte tenu des montants en jeu – 500 milliards –, représenterait un risque énorme pour la zone euro. **AvC**

## Automobile

### Ford Genk menacée ?

La surproduction importante dans l’industrie automobile pourrait avoir des conséquences sur l’usine Ford située à Genk. En effet, le constructeur automobile sera prochainement contraint de fermer une usine en Europe, estime des experts financiers, soulignait dimanche “Het Nieuwsblad”. Ford pâtit, comme les autres marques automobiles, de la crise économique, avec des chiffres de vente à la baisse. D’après la banque d’affaires Morgan Stanley, la situation ne devrait pas s’améliorer avant fin 2014. Selon l’agence Bloomberg, ce sont principalement les usines européennes de Southampton au Royaume-Uni et de Genk en Belgique qui pourraient faire les frais de cette situation économique difficile. Le fait que ce sont principalement des modèles haut de gamme qui sont construits à Genk entre également en ligne de compte, car ces véhicules sont moins vendus en période de crise. La direction de Ford Genk a cependant souligné que la direction européenne avait récemment confirmé ses engagements en faveur de l’usine limbourgeoise. Elle a en outre souligné dimanche que l’usine à Genk resterait ouverte. Tout au plus, les investissements seraient réalisés avec retard. Le report de la production du modèle Mondeo inquiète cependant les syndicats. Pour rappel, la Région flamande a promis le moins dernier une aide 28 millions d’euros pour la Mondeo en échange d’une garantie d’emploi. (D’après Belga)

## Fisc

### Enquête sur BNP & Cie

L’Inspection spéciale des impôts (Isi) enquête sur des constructions de BNP Paribas et d’autres banques qui auraient permis à des clients d’échapper au fisc, ont révélé vendredi “L’Echo” et “De Tijd”. Ce “paraplui fiscal” est une sicav luxembourgeoise, “Luxumbrella”, que BNP Paribas a commencé à vendre en 2005. L’information a été publiée dans la presse française en 2010 et la banque a en arrêté la commercialisation après un nouvel article publié en mai 2012. Interrogé à la Chambre sur le suivi de la crise financière, le patron de BNP Paribas Fortis, Max Jadot, avait assuré que la distribution de ce produit ne s’était pas faite en Belgique et la direction de la banque belge indiquait même ne pas être au courant de l’existence d’un tel produit, vendu en Suisse ou à Monaco. L’Isi a toutefois eu connaissance de Belges qui pourraient avoir utilisé ce dispositif pour échapper au fisc et des enquêtes ont été ouvertes, tant sur le mécanisme de fraude que sur les Belges qui l’ont utilisé auprès “non pas d’une, mais de plusieurs institutions financières qui ont proposé la même construction à leurs clients”, explique Francis Adyns, porte-parole du fisc, sans en dévoiler les noms. Pour M<sup>re</sup> Robert Wtterwulge, “BNP a mis en place un mécanisme qui favorise la fraude fiscale”. (D’après Belga)